

# Mars 2011 : La vague à l'âme...

## Edito du secrétaire général, Dr Louis Reymondon

Non, c'est plus que du "vague à l'âme" qui envahit **les sinistrés**, neuf mois après les terribles inondations des 15 et 16 juin 2010 dans le bassin versant de l'Argens. C'est que **toute leur vie reste bouleversée** par le deuil et le chagrin des vies perdues, par la frayeur qui remonte sans cesse en cauchemars de ceux qui ont vu la mort en face - la leur et celle de leurs proches -, par les pertes irréparables de leurs biens, de leur outil de travail, de leur emploi, souvent de leur santé !

Ces populations éprouvées se trouvent sur tout le parcours des trombes d'eau abattues en **pluies torrentielles sur la Dracénie, où elles ont été aussitôt si violentes que toute l'attention des sauveteurs et des médias s'y est tout naturellement concentrée**. Dès l'après-midi du 15 juin, les dérives de voitures en plein cœur de Draguignan étaient si spectaculaires, les rues inondées et les chaussées éventrées si impressionnantes, les secours extrêmes aux noyés si émouvants que les reportages ont diffusé partout ces images, gravées dans les esprits comme seuls témoignages de cette catastrophe, hors de toute vision globale. Même le Président de la République, venu manifester son intérêt aux victimes, n'a pas dépassé les limites de la *Dracénie* !

A l'évidence, la violence tout à fait inhabituelle de ce phénomène et l'effet de surprise collective ont été si aveuglants que **personne n'a semblé s'interroger alors sur le devenir de ces flots déchaînés qui s'écouleraient nécessairement vers l'aval...** On ne pouvait quand même pas imaginer que la Nartuby rentrerait sagement dans le lit de l'Argens pour évacuer paisiblement tous ces débordements vers la mer ! Tout montre cependant que personne, en poste de commandement, n'a envisagé sous cet angle le drame qui s'engageait sous les regards ébahis des habitants et des caméras ! Même les pouvoirs publics, submergés, n'ont pas vu là une question prioritaire pour donner l'alerte. Les Maires des 4 communes de la basse vallée de l'Argens sont unanimes : On ne les a pas alertés, aucune alerte rouge, aucun ordre d'évacuation n'ont été déclenchés en temps utile. Pourquoi, s'ils avaient reçu l'ordre d'évacuer, ne l'auraient-ils pas transmis et fait exécuter ?

Le Communiqué de Presse de la Préfecture du 14/12/2010 indique que, dès le 15 juin à 10h30 - soit le matin qui a précédé le déferlement de l'eau à Draguignan - un Centre opérationnel départemental (COD) a été installé à la Préfecture du Var. Dans ces conditions, **comment expliquer pourquoi la basse vallée de l'Argens n'a pas été informée des événements de la soirée du 15 juin à Draguignan ?** De quelles informations ce COD disposait-il ? Quelles instructions avait-il reçues ? De quel pouvoir d'initiative et de décision d'urgence pouvait-il user en cas de dysfonctionnement des systèmes de communications ? Puisque le constat figurant dans ce Rapport de l'Inspection interministérielle établit que "*le manque de relations entre les communes a interdit toute information de l'amont vers l'aval*", le retour d'expérience ne pourrait-il pas permettre aujourd'hui de cibler ces dysfonctionnements et suggérer comment y remédier à l'avenir ? Un constat aussi inquiétant, au XXI<sup>e</sup> siècle, laisse planer une interrogation permanente.

Ce dont témoignent aujourd'hui tous les sinistrés situés entre le Muy - confluent de l'Argens et de la Nartuby - et l'embouchure de l'Argens, c'est de **l'effet de surprise**, de **la montée brutale des eaux** dans la plaine et de **la violence de la vague** qui les a saisis, pour la plupart en plein sommeil, dans la nuit du 16 juin, après minuit. Oui, ils ont bien tous en commun "*la vague à l'âme*", cette vague meurtrière, haute, froide, sale et puante qui a failli les entraîner tous dans la mort. Ils sont restés des heures, souvent dans l'eau jusqu'aux épaules, accrochés dans les arbres ou hissés sur des abris de fortune, guettant dans la nuit des secours qui n'ont pu arriver qu'au petit jour. C'est cela le témoignage des survivants de cette catastrophe qui sont toujours submergés d'émotion lorsqu'ils racontent... l'inimaginable !

---

## Vivre installés au Val d'Argens

Défense et entraide des habitants, cultivateurs, entrepreneurs et établissements sinistrés du Val d'Argens

*“Pourquoi, répète-t-on dans la plaine de l’Argens, ne nous a-t-on pas mis en garde, transmis l’alerte depuis les villes de l’amont où le drame se déroulait depuis la veille” ? Les experts de l’Etat signalent à peine cet incompréhensible **dysfonctionnement des systèmes d’alerte** et tentent d’en gommer les inacceptables conséquences en saluant, certes à juste titre, l’efficace mise en œuvre de **très gros moyens de secours** aux victimes dispersées dans la plaine : *“les moyens engagés ont permis de sauver 2.450 personnes dont 1.100 sauvetages au sol et 1.350 sauvetages aériens, 300 personnes ayant évité une mort certaine, disent ces experts : **Secours efficaces mais tardifs !****

Mais **un peu d’anticipation, une alerte opportunément donnée et une procédure d’évacuation organisée auraient eu les mêmes effets**, auraient épargné tout décès dans la plaine et préservé une bonne partie des biens, surtout ceux qui ne se rachètent pas, qui ont une valeur immatérielle si précieuse, comme photos et souvenirs de famille. Bien des douleurs aussi auraient été évitées : Ces hommes, femmes, enfants et personnes âgées, délaissés plusieurs heures à cause de la nuit noire et de la violence des eaux, ont vu les secours s’organiser, les hélitreuillages se succéder jusqu’à ce que vienne enfin leur tour, souvent au seuil de l’abandon. Combien se sont retrouvés transportés d’urgence en réanimation à peine descendus de l’hélicoptère ? Combien ont erré en pyjamas ou avec un simple vêtement détrempe dans les salles d’accueil de fortune, perdus dans une foule inconnue, cherchant les leurs, au milieu d’une distribution improvisée de vêtements secs et de boissons chaudes ?

Les assureurs - dont le zèle ne mérite pas que des éloges et qui ont révisé leurs prévisions d’indemnisations à la baisse (750 millions au lieu d’1 milliard d’Euro !) - auraient sans doute apprécié que les véhicules soient mis en lieux sûrs et les meubles des rez-de-chaussée montés en hâte à l’étage pour avoir à constater des dégâts matériels atténués. Rappelons pour mémoire que **tous les dégâts n’ont pas donné lieu à indemnisation** car exclus des prises en charge en cas de catastrophe naturelle. Il est vrai que l’Etat se retrouve encore grand gagnant de cette “catastrophe naturelle”, à travers **l’impôt prélevé sur les indemnisations d’assurances**, puisqu’elles doivent être déclarées au fisc par les entreprises sinistrées comme des “produits exceptionnels”, imposables à 33,13% ! On croit rêver !

**Sur cet ensemble de problèmes, une information objective et impartiale n’a pas encore décrit, en toute justice et vérité, le déroulement chronologique, topographique et psychologique de ces inondations, leurs causes et leurs conséquences, le véritable historique et le ressenti humain de la catastrophe.**

Elle s’est produite inopinément. Les pouvoirs publics ont-ils exercé tous leurs devoirs de prévention, en veillant précédemment aux aménagements territoriaux impactant le régime des cours d’eau, et leurs devoirs de protection des personnes et des biens par des mesures de prévision, d’alerte et d’évacuation opportunes ? **Ce sont des questions légitimes et le fait de les formuler ne repose sur aucun présupposé malveillant.** Les réponses sont en revanche nécessaires pour sortir des affirmations sans preuve et de conclusions simplistes et déresponsabilisantes.

De bonne foi, des agents très sérieux des services de l’Etat affirment encore que l’épisode dramatique qui a dévasté les abords de la Nartuby et de l’Argens ne s’est manifesté nulle part avec la violence d’une vague : Des mesures précises (et même une modélisation des surdébits de la Nartuby dans ses gorges) démontrent scientifiquement, disent-ils, qu’un effondrement de la montagne formant un barrage haut de plusieurs mètres n’aurait pas provoqué de vague en aval... De là à extrapoler jusque sur le cours de l’Argens pour nier la réalité de la vague qui, aux dires de tous les témoins, a ravagé la plaine, il y a un pas à ne pas franchir. Hélas, **vu de Draguignan, le caractère très particulier de la crue de l’Argens dans son delta est difficile à appréhender.** Une enquête complète s’impose.

---

## *Vivre installés au Val d’Argens*

Défense et entraide des habitants, cultivateurs, entrepreneurs et établissements sinistrés du Val d’Argens

Elle devra aussi faire apparaître clairement tous les impacts psychologiques et humains de ce tragique événement sur la vie des gens paisiblement installés dans la plaine de l'Argens. Toutes les catégories sociales et professionnelles y sont représentées et puisqu'il s'agit, dit-on, d'un phénomène exceptionnel et imprévisible, **deux préoccupations doivent interpeller les pouvoirs publics** :

- Tout faire pour **réduire les dégâts d'une récurrence**, toujours possible et menaçante.
- Replacer les sinistrés dans **les conditions de vie qui précédaient la catastrophe** :

*"On demande pas la lune" !*

La très belle chanson, reprise en 2011 pour les Restos du Cœur de Coluche par une foule d'artistes de toutes tendances, dit magnifiquement que *"comme le ciel n'avait pas fière allure"... "il ne suffit pas de rêver"... "Il faut des milliers d'Enfoirés"...* : Comprenons que, devant toutes les détresses injustes, c'est à **la Solidarité Nationale** de prendre la situation à bras le corps et d'en assumer toutes les conséquences, en veillant à la mise en oeuvre de toutes les garanties de la loi et des assurances et en compensant leurs manques ou leurs insuffisances par des **financements exceptionnels de l'Etat, des Collectivités et des Fonds humanitaires, en toute transparence**.

La VAGUE n'a pas fait de distinction entre les plus démunis et les plus aisés. **Tout le tissu économique et social local est affecté** :

- Les sinistrés en habitat exposé et jusqu'ici toléré doivent être l'objet du plus grand soin.
- Les entreprises – surtout les plus fragiles – doivent être aidées à se relever car il faut aussi prévenir le chômage technique.
- L'agriculture de ce superbe delta fertile doit vaincre ses handicaps et se réorganiser, les horticulteurs doivent être aidés à sauver leurs installations, la qualité de leur production, leur clientèle - nationale et internationale - et leurs emplois.
- Les campings (sans distinction entre les diverses modalités d'accueil de pleine nature) et les services balnéaires associés doivent retrouver complètement leurs activités, dès avril prochain, et améliorer leur qualité par plus de confort et de sécurité.

Ces objectifs ne s'atteindront que solidairement et par **une action volontariste des pouvoirs publics**. Ceux-ci en ont déjà fait preuve mais doivent instituer, sur ces problèmes, **une parfaite cohérence de leurs actions et de leurs financements**. Comme pour s'assurer d'un produit de qualité, il faut appliquer à ces actions une totale exigence de **traçabilité** et de **transparence**.

Madame la Secrétaire d'Etat, Chantal JOUANNO, l'a déclaré fermement : *"personne ne doit rester sur le bord du chemin" !*

Toute la cohérence qui s'impose ne pourra se fonder que sur les résultats et les préconisations d'une **Commission d'Information Parlementaire** indépendante et porteuse des intérêts des citoyens sinistrés qui en appellent à la Représentation Nationale.

---

## *Vivre installés au Val d'Argens*

Défense et entraide des habitants, cultivateurs, entrepreneurs et établissements sinistrés du Val d'Argens